

Turquie social : Le conflit de « Tekel » ou la face cachée de l'actualité politique et sociale turque.

jeudi 24 décembre 2009, par [Jean Marcou](#)

Depuis 8 jours, les travailleurs de l'ancien monopole turc des tabacs et alcools, « Tekel » (une entreprise comparable à ce que fut, avant sa privatisation en 1995, la « SEITA » française, pour les seuls tabacs et allumettes) manifestent pour défendre leurs droits. Arrivés en bus à Ankara, de toute la Turquie, le 15 décembre dernier, plusieurs milliers de travailleurs ont entrepris de faire entendre leurs revendications, en manifestant aux abords des bâtiments officiels et du siège de l'AKP, le parti gouvernemental. La privatisation en cours de « Tekel », en effet, a de graves conséquences, tant sur les salaires de ces travailleurs, que sur leurs emplois. En vertu de l'article 4C de la loi N°657, les travailleurs de « Tekel » sont susceptibles d'être reclassés dans d'autres entreprises publiques, mais dans des conditions le plus souvent précaires (contrats temporaires) et avec des pertes très importantes de salaire (du simple au double, parfois). Beaucoup de travailleurs, qui ont fait l'essentiel de leur carrière chez « Tekel », ont peur de ne pas pouvoir retrouver un emploi s'ils perdent celui qu'ils occupent actuellement ou s'ils ne sont pas reclassés dans des conditions satisfaisantes. Ils sont ainsi partis de chez eux pour manifester dans la capitale, en promettant de ne pas céder...

Ce mouvement est la conséquence de l'échec de plusieurs mois de négociations avec le gouvernement. Soutenu par les grandes centrales syndicales, DISK (« Devrimci Isçi Sendikaları Konfederasyonu », Confédération des syndicats des travailleurs révolutionnaires) et KESK (« Kamu Emekçileri Sendikaları Konfederasyonu », Confédération des syndicats des travailleurs de l'administration publique), il a donné lieu, presque quotidiennement, à des manifestations durement réprimées par la police, qui a souvent fait usage de gaz lacrymogènes et de canons à eau, et qui n'a pas hésité à disperser sans ménagement les manifestants (en particulier, la semaine dernière au parc Abdi İpekçi). L'un d'entre eux, Ali Can Akyel, sévèrement battu, pourrait d'ailleurs rester paralysé à vie. En dépit du mauvais temps, qui a sévi ces derniers jours, les travailleurs de « Tekel » continuent de faire le siège de la capitale et refusent de rentrer chez eux, tant qu'ils n'auront pas obtenu satisfaction. Cela amène ceux qui n'ont pas trouvé de logement chez des amis à coucher dans des caves ou dans des abris de fortune...

En dépit de sa gravité, ce conflit social est passé au second plan de l'actualité turque, très largement concentrée, la semaine dernière, sur les événements liés aux conséquences de la dissolution du DTP par la Cour constitutionnelle, et plus généralement sur la question kurde. La presse gouvernementale s'est montrée plutôt discrète sur le conflit de « Tekel », tandis que la presse laïque (notamment les quotidiens du groupe « Doğan ») s'étonne de voir le gouvernement réprimer les travailleurs de l'ancien monopole, au moment même où, selon elle, il ménagerait les rebelles kurdes. Dans un éditorial, publié dans l'édition du quotidien anglophone « Hürriyet Daily News », en date du 20 décembre 2009, Yusuf Kanlı revient longuement sur les causes du conflit et s'interroge : « Pourquoi est-ce que le gouvernement envoie la police avec des canons à eau, des gaz et des matraques contre des travailleurs qui ne font qu'user de leurs droits démocratiques pour protester contre ce qu'ils considèrent comme une tentative de remise en cause de leurs droits acquis ? Est-ce que ces travailleurs devraient en venir à la violence ? Est-ce qu'ils devraient partir dans la montagne pour être enfin entendus par le gouvernement ? N'est-il pas triste qu'aucun membre du gouvernement n'ait daigné rendre visite à ces travailleurs en lutte pour écouter leurs demandes ? Est-ce une tare de ne pas être un terroriste ? »

Cet éditorial reprend en fait les réactions d'amertume de certains des manifestants, qui ont comparé leur

situation présente et la répression dont ils ont été victimes, aux mesures d'amnistie dont ont bénéficié récemment les membres des « groupes de la paix » qui, dans le cadre de l'ouverture démocratique kurde entreprise par le gouvernement depuis l'été, ont récemment remis leurs armes aux forces armées turques, au poste frontière de Habur (cf. notre édition du 8 novembre 2009).

Quelle que soit l'opinion que l'on puisse avoir sur ce type de réactions et sur l'instrumentalisation politique dont elle peut être l'objet de la part des opposants à l'ouverture démocratique kurde, il est important d'observer que le conflit de « Tekel » attire aujourd'hui l'attention sur l'importance de la question sociale en Turquie. Il est vrai que, dans ce pays, la multiplicité des événements politiques nationaux et internationaux a tendance à faire passer les problèmes sociaux, au second plan de l'actualité. Le plus souvent, l'attention des médias et des agences de presse internationales se focalise sur la revendication de droits politiques liés à un désir d'approfondissement de la démocratie ou à une volonté de meilleure prise en compte des identités (Kurdes, alévis, minorités chrétiennes...). C'est oublier un peu vite qu'en Turquie, dans le contexte des réformes qui sont en cours, la défense de l'emploi et des droits sociaux constitue également un impératif essentiel et complémentaire de l'obtention de nouveaux droits politiques. Un conflit difficile et déchirant, comme l'est actuellement celui de « Tekel », dans un pays où la crise a brusquement cassé plusieurs années de croissance spectaculaire (près de 7% annuel entre 2002 et 2008), montre que cet impératif est souvent loin d'être pris en compte.

JM

[Article original de l'Ovipot](#)

Sources

Source : Ovipot, le 23.12.09